

PRÉFÈTE DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

Arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

La Préfète de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 24 juin 2026 portant nomination de Mme Emmanuelle DUBEE préfète de la région Bretagne, préfète de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfète d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1er novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2/2026/DREAL/DSG du 15 juillet 2026 portant délégation de signature à M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2026 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÜN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 020065/KKP relatif au projet **de sondage de 100 m de profondeur/sol, recherche en eau souterraine sur la commune de Mouazé (35), déposé par l'entreprise individuelle Mathieu ROETTA**, reçu et considéré complet le 25 juin 2026 ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n°27-a) : « Forages pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 mètres » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- forage d'une profondeur de 100 m pour un prélèvement annuel prévisionnel de 2 555 m³, en vue de sécuriser l'approvisionnement en eau pour un cheptel de 84 bovins, en remplacement d'un puits existant colmaté.

Considérant la localisation de ce projet :

- en zone A du PLUi du Val d'Ille-Aubigné dont la dernière modification a été approuvée le 20 janvier 2026 ;
- à 36 m d'une zone humide à probabilité forte, à 128 m d'une zone humide potentielle et à 133 m du cours d'eau le plus proche ;
- à 1,25 km du forage le plus proche ;
- au sein du bassin versant de l'Ille et ses affluents ;
- à plus de 35 mètres de tout bâtiment agricole et de toute source de pollution.
- à 1,31 km de la zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 1 "Bois et prairies du Fayel" et à 2,46 km de la zone Natura 2000 "Complexe forestier Rennes-Liffré-Chèvre, Étang et lande d'Ouée, forêt de Haute Sève".

Considérant que :

- le présent projet ne participe pas à augmenter la pression sur la ressource en eau à l'échelle du bassin versant, les volumes prélevés (2 555 m³/an) restant identiques à ceux du puits existant ;
- des mesures de réduction des impacts potentiels du forage sont portées par les prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral fixant les dispositions applicables dans le département à la réalisation, l'entretien et l'exploitation des forages d'eau souterraine ;
- le projet prévoit la cimentation sous pression sur 10 m de profondeur pour éviter les pollutions de surface, le tubage PVC plein/crêpine sur toute la longueur pour sécuriser l'ouvrage, une margelle bétonnée de 3 m² et couvercle cadénassé pour prévenir les infiltrations ainsi qu'une zone non épanchable à plus de 50 m autour du forage ;
- le pétitionnaire s'engage à assurer un suivi de l'incidence du forage sur les milieux sensibles environnants au moyen d'un essai de pompage longue durée et suivi piézométrique en aval hydraulique et à ajuster si besoin les débits de prélèvement de sorte qu'aucun impact significatif ne soit observé ;
- le projet se situe à distance suffisante de la zone humide répertoriée pour que les impacts négatifs éventuels du projet sur cet élément restent faibles à insignifiants, au vu des conclusions de l'analyse hydrodynamique présentée ;
- la distance avec les forages voisins ainsi qu'avec les milieux sensibles environnants est suffisante.

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête :**Article 1^{er}**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet **de sondage de 100 m de profondeur/sol, recherche en eau souterraine sur la commune de Mouazé (35)** est dispensé de la production d'une étude d'impact.

Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au Préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne.

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Monsieur FISSE Eric
Le jeudi 23 juillet 2026